



Le 26 mai 2016

### **Communiqué**

## **Néonicotinoïdes, glyphosate : le Gouvernement veut-il vraiment sacrifier le secteur des grandes cultures ?**

C'est la question que se posent les producteurs français de céréales et d'oléoprotéagineux, qui cultivent 25% du territoire français et dont le niveau de production permet le développement d'activités industrielles et commerciales qui font travailler plusieurs centaines de milliers de personnes et exportent pour plus de 11 milliards d'€ par an.

Les producteurs voient le Gouvernement adopter dans ces dossiers une attitude totalement arbitraire. En prenant position pour une interdiction systématique des néonicotinoïdes en 2020, il ignore délibérément les avis mesurés des autorités de sécurité sanitaire française (ANSES) et européenne (EFSA). En s'opposant à la réhomologation du glyphosate, il néglige sciemment les travaux de l'EFSA et ceux conjoints de la FAO et de l'OMS (JPMR) indiquant que ce produit n'est pas susceptible de présenter de risques de cancérogénicité dans les conditions où il est employé.

Chacun perçoit que l'utilisation des produits phytosanitaires est en fait devenue la monnaie d'échange de marchandages politiques, situation insupportable. Ces produits sont le gage d'une production de qualité et à l'abondance nécessaire. Laisser croire que l'on peut s'en passer est inconséquent, ce d'autant que les solutions d'aujourd'hui sont parfaitement évaluées et bien meilleures du point de vue de la santé et de l'environnement que celles d'hier.

***« Refuser de considérer les expertises scientifiques, préférer surfer sur les peurs entretenues par certains plutôt que d'en appeler à la raison et d'éclairer les débats, c'est prendre de fait le parti de ceux qui détruisent contre ceux qui produisent. Est-ce ce que veut notre Gouvernement ? Les producteurs français de céréales et d'oléoprotéagineux ne l'admettront pas. Ils appellent nos gouvernants à prendre des décisions lucides plutôt que de sacrifier un pan majeur de notre agriculture et d'ajouter des tensions aux tensions. »*** a déclaré Philippe PINTA, président d'ORAMA.

oooooooooooooooooooooooooooo

**Contact : Pascal HURBAULT, 01 44 31 16 25 / 07 77 72 20 42**